



MAÎTRE D'OUVRAGE :

GRANDE CHANCELLERIE DE LA LÉGION D'HONNEUR
1, rue Solférino
75007 PARIS

OPÉRATION :

SAINT-GERMAIN-EN-LAYE
MAISON D'ÉDUCATION DE LA LÉGION D'HONNEUR
RENOVATION DU DORTOIR NICOLE

LOT N°0 – GENERALITES (T.C.E.)

CAHIER DES CLAUSES TECHNIQUES PARTICULIÈRES (C.C.T.P.)

REVISION	DESIGNATION	REDACTEUR	DATE
0	PRO - DCE	COEFFICIENT	16/10/2025

Architecte
SELARL LGA - Artemis architectes
71, rue du faubourg Saint-Antoine
75011 Paris
Tél : 01 84 25 39 96
Courriel : agence@artemis-architectes.com

artemis
ARCHITECTES

Bureau de contrôle
BTP Consultants
Agence Yvelines CT
19 avenue du Centre - Immeuble Odysée -
3ème étage
78280 GUYANCOURT

Ibrahim BOUABIDA
06 60 98 55 01
ibrahim.bouabida@btp-consultants.fr

B.E. Fluides
PANTEC
20bis, av du Général Leclerc
77330 OZOIR LA FERRIERE
Tél : 01 60 02 48 97
Courriel : contact@pantec.com

Economiste
CABINET COEFFICIENT
58A rue du Dessous des Berges
75013 Paris
Tél : 01 42 66 56 21
Courriel : coefficient@coefficient.fr

Coordonnateur S.P.S.
BTP Consultants
Agence Paris Ouest –
Immeuble Odysée –
3ème étage 19, avenue du Centre
78280 GUYANCOURT

Patrick GUILLEMIN
Tel : 06 78 80 25 53

SOMMAIRE

1	PROJET.	4
2	RESCRIPTIONS TECHNIQUES et REGLEMENTAIRES.	4
3	OBSERVATION SUR LA REDACTION DES CCTP.	5
4	CONNAISSANCE DES LIEUX.	5
5	CONNAISSANCE DU PROJET ET RESPONSABILITE DU SOUMISSIONNAIRES.	6
6	PRISE EN POSSESSION DU TERRAIN.	7
7	TRAVAUX EN SITE OCCUPE.	7
8	OBLIGATION DES ENTREPRISES.	7
9	CONSISTANCE DU C.C.T.P.	8
10	MARQUES ET REFERENCES CITEES.	9
11	OBLIGATOIRE.	9
12	LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT.	9
13	CONSISTANCE DE L'OFFRE.	9
14	PRESENTATION DES OFFRES.	9
15	PLAN DETAIL ET NOTES DE CALCULS.	9
16	TRAVAUX A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR.	10
17	CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION.	11
18	HYGIÈNE ET SECURITE.	11
19	PRESENCE DE PLOMB DANS LES SUPPORTS.	12
20	PRESENCE D'AMIANTE.	12
21	PROTECTION DES OUVRIERS.	12
22	PROTECTION DES EXISTANTS.	12
23	PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.	12
24	PERMIS FEU.	12
25	ECHANTILLONS.	14
26	RÉCEPTION DES SUPPORTS.	14
27	PERCEMENTS – SCHELLEMENTS – REBOUCHEMENTS.	15
28	ASSURABILITE.	15
29	INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER.	15
30	APPROVISIONNEMENT.	15
31	VISITE PREALABLE A LA RECEPTION.	16
32	MODIFICATION DES TRAVAUX.	16
33	PHASAGE DES TRAVAUX.	16
34	NETTOYAGE HEBDOMADAIRE.	16

35	NETTOYAGE INTERMÉDIAIRE ET FINAL.	16
36	ECLAIRAGE DE CHANTIER.	16
37	SUIVIS DES DECHETS.	16
38	COMPTE PRORATA.	17
39	INTEMPERIES.	18
40	NOMENCLATURE DU DOSSIER DE CONSTITUTION D'ENTREPRISE.	18

LOT N° 00 – GENERALITES T.C.E.

1 PROJET.

L'opération faisant l'objet du présent lot 00 généralités C.P.G. concerne :

Travaux de rénovation du dortoir Nicole à la Maison d'Education De La Légion d'Honneur à Saint-Germain-en-Laye (78).

Les travaux sont décrits de façon détaillée dans les Cahiers des Clauses Techniques Particulières (C.C.T.P.) de chaque lot.

Ils sont organisés en 1 (une) tranche de travaux:

Les calendriers prévisionnels sont les suivants :

- Période de préparation : 1 mois
- Travaux : 4 mois

2 RESCRIPTIONS TECHNIQUES et REGLEMENTAIRES.

Tous les travaux devront être exécutés conformément aux règles de l'art et suivant les stipulations des règlements Nationaux, Départementaux et Municipaux, ainsi que les **Documents Techniques Unifiés** du C.S.T.B. et leurs différents additifs applicables à la date d'exécution des travaux.

Les techniques utilisées devront avoir fait l'objet d'un avis technique favorable du **C.S.T.B.** avec extension du contrat d'assurance de l'entreprise, dans le cas de techniques dites non traditionnelles, ou être reconnues comme traditionnelles et donc ressortant du **D.T.U.**

Les travaux non régis par ces textes techniques devront répondre aux règles de l'art et aux prescriptions particulières établies par les fabricants.

Tous les devoirs de l'entreprise sont définis par les règlements en vigueur et la normalisation française, soit notamment :

- Le code de la construction et de l'habitation
- Le code du travail
- les arrêtés concernant la protection des bâtiments contre l'incendie avec leurs additifs.
- les prescriptions techniques générales constituées par les documents du R.E.E.F 1958 et du centre scientifique et technique du bâtiment édités à la date de signature du marché et notamment
- les règles de calculs et documents conformes au D.T.U édités par le C.S.T.B.
- les normes françaises A.F.N.O.R.
- les prescriptions E.D.F ou Consuel
- les agréments C.S.T.B ou avis technique
- les recommandations des organismes professionnels applicables aux prestations faisant l'objet du marché
- les textes réglementant les mesures à prendre en matière d'hygiène et de sécurité
- La Nouvelle Réglementation Acoustique (NRA)
- La Nouvelle Réglementation Thermique

Les mises à jour de l'ensemble de ces documents à la date limite de remise des offres sont incluses dans les pièces contractuelles.

Le fait qu'il ne soit pas fait mention des normes, règlements et agréments dans le présent document ne doit pas être une raison de leur non-application.

Les fournitures seront garanties conformes aux normes françaises par procès-verbal de conformité délivré par un organisme habilité.

En cas de reprises partielles, les éléments remplacés devront être, autant que faire ce peut, choisis dans les mêmes échantillonnages que l'existant.

3 OBSERVATION SUR LA REDACTION DES CCTP.

Les pièces écrites et graphiques ont pour but de faire connaître le programme général et le mode de restauration. En conséquence, le descriptif ci-après, bien que détaillé n'est pas limitatif et tout ouvrage figurant aux plans et non décrit au présent CCTP, est formellement dû et vice versa. De ce fait, l'entrepreneur du corps d'état concerné par le marché devra réaliser sans exception tous les ouvrages nécessaires au parfait achèvement des travaux selon les règles de l'art.

En cas de contradiction entre les différentes pièces, les entrepreneurs seront tenus de le signaler au Maître d'œuvre qui communiquera sa décision.

Les CCTP détaillés par corps d'état forment un ensemble qui rend solidaire toutes les entreprises appelées à collaborer à l'ensemble du projet. De ce fait, chacune ne pourra argumenter sa méconnaissance des autres lots pour demander le paiement d'ouvrages stipulés dans un autre CCTP et dont l'exécution lui incombe.

Lorsque dans le présent CCTP figure la formule « à l'identique », elle implique le respect des contraintes archéologiques et architecturales liées à l'histoire de l'ouvrage concerné ainsi qu'une identité d'aspect avec les parties conservées, mais elle ne préjuge pas d'un usage strict des matériaux initiaux comme des techniques de mises en œuvre.

Lorsqu'il est fait mention de « surface de référence ». Elles sont soit localisées sur le bâti existant soit définies par l'Architecte au démarrage du chantier, pour permettre à l'entreprise de connaître très précisément le résultat qui lui sera imposé et répondre à la notion d'identique évoqué ci-avant.

4 CONNAISSANCE DES LIEUX.

Généralités

Le soumissionnaire devra obligatoirement se rendre sur les lieux pour juger des travaux à exécuter et devra prendre en compte dans son offre les éléments suivants :

- Avoir pris pleine connaissance du plan de masse et de tous les documents utiles à la réalisation des travaux, de tous les éléments en relation avec l'exécution des travaux.
- L'état du terrain.
- Les contraintes dues à la surface du terrain, à la réglementation locale, aux conditions climatiques normalement prévisibles, aux exigences du Maître d'ouvrage, à l'environnement.
- Les conditions d'accès.
- Les contraintes acoustiques.
- Les demandes d'occupation des sols temporaires du domaine public seront faites par les entreprises en fonction de leurs besoins respectifs et les frais correspondants seront à la charge de chacune d'elles.
- Avoir apprécié exactement toutes les conditions d'exécution des ouvrages et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance et de leurs particularités.
- Avoir pris pleine connaissance de toutes des sujétions relatives aux lieux des travaux, aux abords, à la protection des existants, ainsi qu'à l'organisation et au fonctionnement du chantier (installation de chantier, éloignement des décharges publiques ou privées, maintien en service des allées de circulation, accès des véhicules aux divers bâtiments, proximité des réseaux, etc...)
- Avoir recueilli tous renseignements complémentaires éventuels auprès de la Maîtrise d'œuvre, et également pris tous renseignements utiles auprès des services publics ou de caractère public.

5 CONNAISSANCE DU PROJET ET RESPONSABILITE DU SOUMISSIONNAIRES.

En complément des éléments qui lui sont fournis dans les pièces du marché, l'Entrepreneur doit relever sur place tous les renseignements (moyens d'accès, état des existants, etc. ...) qui lui sont nécessaires pour établir son prix.

Il devra avoir apprécié toutes les sujétions découlant de la situation du chantier et notamment:

- Des moyens de communication, de transport et d'accès.
- Des conditions de stockage
- Des ressources en énergie et en eau.
- Des conditions climatiques et autres données physiques.

L'Entrepreneur devra, en outre et à tout moment, le respect de l'environnement et l'application des obligations imposées par les services municipaux ou de police.

En aucun cas, l'entrepreneur ne peut prétendre à un supplément sur son prix par suite des difficultés d'accès, d'organisation de chantier ou toute autre contrainte due au site.

L'entrepreneur est contractuellement réputé avoir, avant remise de son offre, procédé sur le site à la reconnaissance des existants.

Il est spécifié que par le fait du dépôt de leurs offres, les entrepreneurs reconnaissent implicitement:

- s'être rendus sur place, avoir fait toutes constatations de l'importance des travaux à effectuer, de la disposition des lieux, de toutes les sujétions d'exécution que peut comporter l'opération envisagée, avoir demandé tous renseignements complémentaires éventuels,
- avoir pris connaissance de l'ensemble des pièces du dossier (pièces écrites et plans), y compris les pièces concernant les autres corps d'état.
- avoir demandé toutes indications complémentaires qu'ils auront jugées nécessaires.

Un certificat de visite sera obligatoirement joint à l'offre.

Dans la description des ouvrages, le maître d'œuvre s'est efforcé de renseigner les entrepreneurs sur la nature des travaux à effectuer, mais il convient de signaler que cette description n'a pas un caractère limitatif.

Les entrepreneurs devront des ouvrages complets et parfaitement achevés suivant les normes en vigueur et les règles de l'art.

Ils ne pourront réclamer notamment aucun supplément consécutif à une omission, erreur ou imprécision éventuelle autant dans les documents graphiques, descriptifs ou quantitatifs.

Du fait de leur qualification, il appartient aux entreprises de prévoir le détail des sujétions et toutes fournitures et ouvrages nécessaires à la réalisation complète et parfaite de leurs travaux.

A cet effet, il est rappelé que les entrepreneurs sont tenus de prendre connaissance du C.C.T.P. de tous les corps d'état de l'opération.

Tous les documents écrits ou graphiques remis aux entrepreneurs pour l'exécution des ouvrages doivent être examinés avant tout commencement d'exécution, ils devront donc signaler au maître d'œuvre toutes les dispositions qui ne paraîtraient pas en rapport avec la solidité, la conservation des ouvrages, l'usage auxquels ils sont destinés et avec l'observation des règles de l'art, des règlements et normes de toutes natures en vigueur.

De toute manière, le fait pour un entrepreneur d'exécuter sans en rien changer toutes les prescriptions des documents techniques remis par le maître d'œuvre ne peut atténuer en quoi que ce soit sa pleine et entière responsabilité de constructeur, s'il n'a pas présenté ses réserves, justifiées et explicitées, par écrit au moment de la remise de son offre.

6 PRISE EN POSSESSION DU TERRAIN.

Un constat contradictoire (par huissier de justice) portant sur l'ensemble des abords, zone d'installations de chantier, accès, zones d'interventions, sera dressé par le titulaire du lot n°1. Ce document comportant des photos précises diffusées à l'ensemble des principaux intervenants.

En fin de chantier, les entreprises attributaires du marché devront la remise en état des abords, le nettoyage du chantier et des abords, dus à leurs installations.

7 TRAVAUX EN SITE OCCUPE.

La Maison d'Education de la Légion d'Honneur restera accessibles aux élèves, enseignants, personnels, pendant la durée des travaux.

L'entrepreneur devra prévoir dans son offre toutes les dispositions pour assurer la sécurité des biens et des personnes et limiter les risques d'intrusion dans la zone chantier.

8 OBLIGATION DES ENTREPRISES.

1 - Les entreprises sont supposées avoir pris connaissance de l'ensemble des documents constituant le dossier pièces écrites et graphiques. Elles auront à demander à la maîtrise d'œuvre tous les renseignements qui leur sont nécessaires pour une parfaite coordination de leurs prestations avec celles des autres corps d'état. Elles ne pourront se prévaloir d'une méconnaissance des travaux des autres corps d'état pour justifier soit de travaux de mauvaise qualité, soit d'une fourniture incomplète, ou incomplète avec celles prévues par les autres corps d'état.

Chaque entrepreneur contracte l'obligation d'exécuter l'intégralité des travaux de sa profession nécessaires au complet achèvement de la construction projetée, conformément aux Règles de l'Art de bâtir et aux règlements en vigueur (sécurité des personnes, acoustique, thermique, ...), quand bien même il n'en serait pas fait mention à la partie traitée, si ces fournitures et façons sont nécessaires au parfait achèvement des ouvrages.

2- Les entreprises ne pourront en aucun cas procéder à une interprétation des pièces graphiques et écrites sans l'accord de la maîtrise d'œuvre.

Les entrepreneurs ne pourront se prévaloir d'une interprétation tendancieuse ou erronée d'un détail pour prétendre ne pas devoir l'exécution.

3 – les entreprises sont informées que le CCTP ne peut être considéré comme limitatif ; ce qui implique, après lecture du dossier tous corps d'état, la prise en charge de toutes prestations annexes pour un parfait achèvement même si celles-ci ne sont pas explicitement écrites.

En conséquence, l'entrepreneur ne pourra, en aucun cas, arguer des erreurs ou omissions aux plans et CCTP, pour se dispenser d'exécuter intégralement tous les ouvrages nécessaires à l'achèvement des travaux et installations, de même qu'aucun supplément ne sera accepté à ce titre après la remise de son offre.

Dans le cas de contradiction entre les prescriptions générales communes à tous les corps d'état et les clauses techniques particulières applicables à chacun des lots figurant au descriptif des différents lots, ce sont les plus contraignantes qui prévalent.

Aucune majoration ne pourra être admise dans les limites où les éléments nécessaires pourront être recueillis sur place ou découler des précisions données au présent CCTP en ce qui concerne l'emplacement du chantier, les sujétions spéciales etc. et dans tous les cas où les connaissances professionnelles de l'entrepreneur pourront suppléer aux lacunes, erreurs ou omissions des plans et du CCTP.

4 – Les entreprises respecteront les finitions telles qu'elles sont exactement définies par toutes les caractéristiques indiquées aux pièces mentionnées précédemment.

5 - Les entreprises devront vérifier soigneusement les cotes portées sur les plans et s'assurer de leur concordance avec les différentes pièces du dossier.

En cas de doute, elles en référeront immédiatement à la maîtrise d'œuvre, faute de quoi, elles seront tenues comme responsable des erreurs qui pourraient se produire et des conséquences de toute nature qu'elles entraîneraient.

Pendant toute la durée de l'accomplissement de son marché et avant même l'exécution de ses travaux, l'entrepreneur est tenu d'une obligation de conseil et de renseignements vis-à-vis du Maître d'œuvre et des autres entrepreneurs.

L'entrepreneur doit formuler des réserves dès lors que sa compétence lui permet de se rendre compte que les insuffisances présentées par les travaux effectués par les autres entrepreneurs peuvent avoir des conséquences dommageables concernant l'ouvrage qu'il est lui-même chargée d'exécuter.

Les réserves doivent être formulées dans un délai permettant la reprise ou la modification des ouvrages dans le cadre normal du chantier.

6- Tout ce qui précède indique clairement qu'une fois son prix remis et son marché signé, l'entreprise titulaire n'aura aucune possibilité d'arguer l'insuffisance des pièces du dossier pour réclamer des suppléments de prix ou de refuser l'exécution de certains ouvrages de son corps d'état.

7- Toutes précautions seront prises pour assurer la sécurité et pour éviter toutes nuisances aux usagers empruntant les voies attenantes au chantier.

9 CONSISTANCE DU C.C.T.P.

Les différentes pièces annexées au présent C.C.T.P., constituent le dossier de consultation des travaux qui devront être réalisés suivant le programme prévu et aboutir à leur parfait achèvement sans qu'il y ait lieu à aucune mise en œuvre complémentaire pour leur mise en service.

En conséquence, il ne pourra être invoqué ni erreur, ni omission, ni imprécision du présent document pour justifier un défaut de fourniture ou de mise en œuvre d'un appareil ou organe étant entendu que l'entrepreneur s'est rendu compte de la nature et de l'importance des travaux à réaliser.

En tout état de cause, s'il constate une erreur ou omission, il devra immédiatement le signaler par écrit au Maître d'Ouvrage et au Maître d'Œuvre, pour obtenir les renseignements complémentaires et décisions, avant remise de l'offre.

En cas d'erreurs ou d'oublis de l'entrepreneur en cours d'exécution de ses travaux, l'entrepreneur sera tenu pour responsable de ces erreurs ou oublis, ainsi que des modifications qu'ils entraîneraient pour tous les autres corps d'état.

Il est bien précisé que la clause de priorité prévue aux Cahiers des Clauses Administratives Générales entre les plans et le CCTP n'a pas pour but d'annuler la confection des ouvrages quelconque figurant sur les pièces et non sur l'autre.

Cette priorité ne joue qu'en cas de contradiction.

En conséquence, tout ouvrages figurant aux plans et non décrit au présent descriptif est formellement dû, et vice et versa.

Le CCTP de chaque corps d'état n'indique que, d'une manière générale et sans caractère limitatif, la description des ouvrages, à charge par les entrepreneurs, en tant que spécialiste, de la compléter eux-mêmes et de prévoir, dans leurs dépenses pour les travaux de leur lot, tout ce qui normalement doit entraîner dans le prix d'une construction exécutée conformément aux Règles de l'Art.

En conséquence, les soumissionnaires devront :

- se rendre sur place,
- étudier et établir les détails d'exécution,
- combler, s'ils s'en trouvent, toutes les lacunes qui pourraient apparaître en cours d'étude et de les signaler au maître d'œuvre,
- remettre, dans les conditions fixées au cahier des charges particulières et compte tenu des données générales du projet, un prix global excluant toutes équivoques.

10 MARQUES ET REFERENCES CITEES.

Les références de matériaux données dans le cours des descriptions n'ont pas pour objet d'imposer ces articles, mais simplement d'en faire connaître les caractéristiques essentielles. Les marques commerciales et les types des appareils ou matériaux explicitement notifiés dans le devis descriptif constituent la référence de base de la qualité minimale exigée. Les entrepreneurs ont toujours la possibilité de proposer au maître d'œuvre des matériaux d'aspect, de dimensions et de qualité au moins équivalents à ceux énoncés au cours des C.C.T.P.

Pour des raisons de gestion de stock, de maintenance et d'homogénéité de prestations, le Maître d'Ouvrage pourra demander une marque et référence de produit.

11 OBLIGATOIRE.

A l'appui de son offre l'entrepreneur devra fournir un mémoire technique et méthodologique répondant au RC comprenant une nomenclature détaillée avec photos des matériaux, et matériels prévus dans son offre.

12 LIAISON AVEC LES AUTRES CORPS D'ETAT.

L'entrepreneur devra prendre connaissance de l'ensemble des travaux prévus dans le cadre du présent programme de manière à tenir compte des répercussions des ouvrages des autres lots sur ses propres ouvrages.

Il devra impérativement prévenir le Maître d'Ouvrage et le Maître d'Œuvre, de ces répercussions.

13 CONSISTANCE DE L'OFFRE.

L'ensemble des éléments contenus au présent CCTP sont réputés être parfaitement connus de l'entreprise et ne pourront donner lieu, après soumission, à aucune dépense complémentaire pour assurer un parfait achèvement des ouvrages qui doivent être livrés, installés, en ordre de marche conformément aux normes et règlements en vigueur et suivant l'accord des organismes concernés, Maître d'Ouvrage, Maître d'œuvre et Coordonnateur Sécurité.

14 PRESENTATION DES OFFRES.

Pour permettre une comparaison judicieuse des offres, l'entreprise devra obligatoirement présenter sa proposition **sur le cadre de décomposition du prix global et forfaitaire** joints au présent dossier de consultation.

15 PLAN DETAIL ET NOTES DE CALCULS.

Le maître d'œuvre n'a pas de mission EXE (au sens de la loi MOP) : en conséquence, les entreprises doivent produire toutes les études et détails d'exécution pour validation préalable (mission VISA de la maîtrise d'œuvre).

Tous les documents seront réalisés sur support informatique et transmis par voie numérique.

Les documents nécessitant des impressions en grand format feront l'objet d'une diffusion sur support papier.

Les entrepreneurs devront fournir tous les dessins d'exécution nécessaires et ce avant tout commencement d'exécution.

Ces dessins seront définis en plans, coupes et élévations sur lesquels figureront les ouvrages contigus. Ces plans et notes pourront être demandés pour chaque élément à réaliser et notamment :

- Plan d'organisation de chantier avec phasages des interventions,
- Plan des échafaudages et notes de calculs relatives aux charges dues à leurs poids propres et aux surcharges d'exploitation, au vent et à la neige,
- Plans, notes de calcul et méthodologies d'étaisements,
- Plans et notes de calcul des charpentes bois,
- Calepin de restauration,
- Détails d'exécution pour chaque corps d'état (maçonneries, charpentes, menuiseries, escaliers, serrureries, électricité ...).
- Les fiches techniques des produits ,
- Etc.

Chaque document sera transmis par voie numérique avec un bordereau précisant :

- Les références de l'opération et des intervenants
- La référence du lot et la nature de la prestation
- La date de transmission du document
- La référence du document avec cartouche clair (nom du document), daté et indicé.

Si ces conditions sont respectées, la maîtrise d'œuvre fournira un VISA dans un délai maximum de 7 jours.

16 TRAVAUX A LA CHARGE DE L'ENTREPRENEUR.

Chaque entreprise devra :

- tous les sondages nécessaires,
- toutes les études d'exécutions ; plans, calepinages et calculs
- tous les essais préalables à l'exécution de ses travaux,
- la fourniture et pose de tous les appareils, éléments, conduits, accessoires etc...
- la fourniture et le transport à pied d'œuvre de ses matériaux,
- leur mise en place et leur montage définitif,
- le réglage et la mise en service des appareils,
- les trous, percements et rebouchages après installations,
- l'enlèvement du matériel en excès et nettoyage complet après travaux,
- la protection mécanique et anti-corrosion de ses ouvrages,
- l'installation d'échafaudage complémentaire avec établissement d'une note de calcul.
- la protection mécanique de ses ouvrages jusqu'à la réception
- les plans, croquis, notes de calcul de ses ouvrages, exécution, récolement, synthèse.
- les essais et mesures avant réception avec fourniture d'un rapport détaillé (travaux à effectuer en présence du Maître d'œuvre).
- l'évacuation des ses gravats

Après exécution :

- la fourniture en 5 exemplaires et autant de CD des Dossiers des Ouvrages exécutés (DOE) et des notices descriptives d'entretien et de maintenance du matériel installé, la nomenclature complète des fournitures, avec les documents techniques y affaissant.
- la maintenance des installations pendant la période de garantie.

- Ces plans de récolements et documents seront fournis lors de la réception de l'ouvrage et donneront droit au règlement définitif hors retenues de garanties.

17 CALENDRIER DETAILLE D'EXECUTION.

Pendant la période de préparation de chantier ou dès réception de l'ordre de service, chaque entrepreneur retenu à l'appel d'offres devra établir et remettre au maître d'œuvre, un calendrier d'exécution des travaux, avec décomposition de chaque tâche (délais, nombres de personnes, besoins préalables, commandes, approvisionnements...), en tenant compte du calendrier prévisionnel joint au dossier.

En cas de demande du maître d'œuvre, ce calendrier pourra être modifié pour se coordonner avec les autres corps d'état.

18 HYGIÈNE ET SECURITE.

Tous les ouvrages et installations doivent être établis conformément aux directives européennes, aux règlements nationaux et locaux et aux dispositions prescrites par l'inspection du travail, de manière à prévenir tout accident vis-à-vis des ouvriers, des tiers et des existants.

L'hygiène et la sécurité du chantier seront assurées selon les dispositions du livre II, titre II du Code du Travail, en ce qui concerne les mesures de protections et de salubrité des travailleurs du bâtiment et les réglementations en vigueur.

L'entrepreneur chargé des installations de chantier (lot n°1) devra la mise en place d'un local de chantier mobile avec installations électriques, sanitaires, téléphoniques, poste de lavage raccordé aux réseaux existants conformément aux règlements en vigueur, en accord avec le Maître d'Œuvre, et après avoir obtenu les autorisations nécessaires si l'implantation de ces installations doit se faire à l'extérieur de l'établissement ou dans l'emprise de la voirie.

Ces installations seront mises en place pendant la période de préparation de chantier et ce pour la durée totale du chantier.

Pendant la période de préparation des travaux, chaque entreprise devra la rédaction de son PPSPS (Plan Particulier et de Protection de la Santé) qui sera diffusé au Maître d'Œuvre, aux organismes de sécurité (Inspection du Travail, Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics).

Les dispositions des décrets et textes d'application des 8 janvier 1965 et 29 novembre 1977, tant relatives à la sécurité des travailleurs que des utilisateurs, devront être strictement respectées.

Les entreprises devront tenir compte des observations du maître d'Ouvrage et du Maître d'Œuvre, y remédier et avoir en permanence sur le chantier une personne responsable de la sécurité et de la protection de la santé.

Ces documents devront pouvoir être consultés pendant les heures de chantier par le Maître d'Ouvrage, le Maître d'œuvre, le Comité d'Hygiène, de Sécurité et des Conditions de Travail (CHSCT) l'entreprise et les organismes suivants : Inspection du Travail, Caisse Régionale d'Assurance Maladie, Organisme Professionnel de Prévention du Bâtiment et des Travaux Publics.

Une réception de l'échafaudage devra être exécutée en présence de l'ensemble des intervenants, du maître d'œuvre et du Maître d'Ouvrage.

Il sera établi par l'entreprise adjudicatrice du lot n°1 un procès-verbal de réception et de mise à disposition dont une copie devra être en permanence disponible sur le site.

19 PRESENCE DE PLOMB DANS LES SUPPORTS.

Un diagnostic plomb avant opération de travaux a été établi le 12 novembre 2024 par la société **GPEI**.

20 PRESENCE D'AMIANTE.

Un diagnostic amiante avant opération de travaux a été établi le 12 novembre 2024 par la société **GPEI**.

21 PROTECTION DES OUVRIERS.

L'entrepreneur doit se conformer strictement aux dispositions légales et réglementaires relatives à l'hygiène et à la sécurité des ouvriers.

Il observera notamment les instructions et recommandations figurant dans les brochures éditées par l'O.P.P.B.T.P.

22 PROTECTION DES EXISTANTS.

Il est rappelé que l'entrepreneur n'a aucun droit sur les matériaux et objets de toute nature trouvé sur le chantier en cours de travaux, mais il a droit à être indemnisé si le maître d'œuvre lui demande de les extraire ou de les conserver avec soins particuliers.

L'entrepreneur doit prévoir toutes dispositions pour assurer la protection des ouvrages existants.

Les dispositions proposés doivent être soumises à l'Architecte et sont réputées être incluses dans les prix excepté pour les protections prévues dans les installations communes de chantier.

23 PROTECTION CONTRE L'INCENDIE.

Les entreprises de chaque corps d'état seront tenues de vérifier et de s'assurer que les différents matériaux et ouvrages d'habillage et de décoration prévus dans les différents devis descriptifs sont conformes aux prescriptions des normes de sécurité incendie en vigueur pour les établissements classés.

Arrêté du 19.12.1975 : classification des matériaux, éléments de construction par catégorie selon leur comportement au feu, définition des méthodes d'essai.

Code de la Construction et de l'Habitation : Article R 123.1 à R 123.52.

Arrêté du 25 Juin 1980 portant approbation des dispositions générales du Règlement de Sécurité contre les risques d'incendie et de panique dans les établissements recevant du public.

Décret N° 69 596 du 14.06.1969 (Règles Générales de Construction).

Les Instructions Techniques n° 246 à 249 et 263.

Arrêté du 10.09.1970 relatif à la classification des couvertures en matériaux combustibles par rapport au danger d'incendie résultant d'un feu extérieur.

Arrêté du 10.09.1970 relatif à la classification des façades vitrées par rapport au danger d'incendie.

Décret N° 57.1181 du 17.10.1957 portant classification des matériaux et éléments de construction par rapport au danger d'incendie.

24 PERMIS FEU.

Le permis de feu est obligatoire pour tous les travaux utilisant une source de chaleur. Il devra être rempli et affiché sur le chantier visiblement.

Il ne pourra être accordé d'une manière générale ou permanente, mais définira quotidiennement l'utilisation et la localisation d'instruments à feu. Des sanctions pourront être prises en cas de manquements graves (circulaire du Directeur de l'Architecture du 22 janvier 1996).

Les pompiers devront être prévenus, au préalable, des travaux envisagés, et informés des mesures adoptées.

Les entreprises doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment il est interdit :

1. d'effectuer en présence de public, des travaux qui feraient courir un danger quelconque à ce dernier ou qui apporteraient une gêne à son évacuation ;
2. d'effectuer des travaux par points chauds sans autorisation préalable (permis de feu) et sans respect des consignes particulières concernant ces types de travaux ;
3. d'effectuer des travaux par points chauds simultanément à d'autres travaux présentant des risques d'explosion (utilisation de solvants, colles, cires, peintures, etc.) ;
4. de déposer des matériaux ou gravats dans les cheminements d'évacuation ainsi que sur les voies réservées aux véhicules de secours ;
5. de stocker des liquides particulièrement inflammables et des liquides inflammables de la première catégorie en dehors de locaux aménagés à cet effet et de les utiliser en présence de public
6. de fumer sur les chantiers ;
7. d'introduire ou d'utiliser des réchauds à l'intérieur ;
8. de neutraliser les moyens de protection incendie (porte coupe-feu calée ouverte, robinet d'incendie armé rendu inaccessible, etc.) ;
9. de laisser se constituer des dépôts de matières combustibles ;
10. de quitter un chantier sans avoir effectué une ronde de sécurité ;
11. d'effectuer des branchements électriques sur les installations existantes sans autorisation préalable.

Permis au feu - Consignes particulières concernant les travaux par points chauds

Tout travail par point chaud ou comportant l'usage d'une flamme devra faire l'objet d'une autorisation préalable du Maître d'Œuvre.

Les permis de feu seront établis par l'entreprise et visés par le Maître d'Œuvre, les moyens de protections adaptés seront installés (extincteurs, protections diverses, etc.).

Les personnels et entreprise(s) doivent prendre toutes précautions utiles afin qu'aucun sinistre ne se déclare et notamment respecter les mesures suivantes :

AVANT LES TRAVAUX

1. repérer les moyens d'alerte et d'extinction ;
2. disposer de moyens d'extinctions propres, pour chaque lieu de travaux, au minimum un extincteur à eau pulvérisée de 9 litres ou un seau - pompe et un extincteur approprié aux risques
3. afficher un exemplaire du permis de feu sur les lieux des travaux ;
4. vérifier que le matériel de soudage, découpage, etc. est en parfait état de fonctionnement ;
5. s'assurer que les chalumeaux sont équipés de clapets anti-retour ;
6. vérifier que la tension d'utilisation des matériels est compatible avec la tension d'alimentation de l'installation ;
7. que l'organe de coupure de l'alimentation électrique est accessible et identifié ;
8. prendre les mesures nécessaires pour que les bouteilles de gaz soient facilement déplaçables en cas de sinistre ;
9. colmater les ouvertures susceptibles de laisser passer des projections incandescentes, à l'aide de matériaux incombustibles ;
10. écarter les matériaux combustibles en contact avec les parties métalliques et conduites surchauffées ;

11. dégager les matériaux combustibles à environ dix mètres autour du lieu des travaux par points chauds ;
12. protéger les parties exposées par des plaques incombustibles, des bâches mouillées ou tout autre procédé équivalent ;
13. si le travail doit être effectué sur un récipient, réservoir, canalisation ou autre corps creux ayant contenu des produits inflammables ou explosibles, s'assurer de leur dégazage.

PENDANT LES TRAVAUX

1. mouiller les parties en bois pouvant entrer en contact avec la flamme du chalumeau ;
2. surveiller les projections incandescentes et leurs points de chute ;
3. refroidir les parties ou objets chauffés, s'il y a impossibilité les déposer sur des supports incombustibles ;
4. assurer en permanence la surveillance du chantier, y compris pendant les heures de repas.

APRES L'EXECUTION DES TRAVAUX

1. arrêter les travaux par points chauds deux heures avant la cessation du travail et maintenir une surveillance rigoureuse des lieux ;
2. indiquer in situ par des flèches rouges ou sur un plan affiché les points exacts des travaux par points chauds pour faciliter les rondes ;
3. les bouteilles de gaz et démonter les manomètres des bouteilles ;
4. inspecter les lieux des travaux, les locaux et espaces adjacents ayant pu être concernés par des projections d'étincelles ou par des transferts de chaleur.

25 ECHANTILLONS.

Les entrepreneurs ne devront procéder à aucune commande de matériel et à aucune fabrication de séries tant que le Maître d'œuvre n'aura pas agréé les ouvrages témoins et échantillons et ce même dans le cas de conformité avec le C.C.T.P.

Le Maître d'œuvre se réserve le droit absolu de refuser toute fourniture qui ne répondrait pas aux marques précisées au C.C.T.P.

Il sera loisible de proposer, en variante toutes autres marques d'appareils et de matériaux de qualité au moins équivalente, en joignant à sa proposition les références, caractéristiques, et toutes garanties d'essais et d'homologation, ainsi que les incidences qu'entraîneraient leurs utilisations sur les autres corps d'état.

A défaut de l'assentiment du maître d'ouvrage et du maître d'œuvre, l'entrepreneur sera tenu :

- soit de placer les appareils et les matériaux prévus au projet de base,
- soit de faire modifier, à ses frais, les ouvrages nécessaires résultant de modifications apportées par ses soins.

Pour la présentation, l'entrepreneur établira un dossier technique donnant la liste de tous les produits qu'il compte mettre en œuvre avec avis techniques, PV d'essais et de classement, les gammes de coloris. A partir de ce dossier, une liste d'échantillon sera établie en vue de présenter les produits.

Les échantillons seront étiquetés et conservés au bureau de chantier, ils seront rendus à l'entreprise en fin de travaux.

Les frais correspondants à ces dépenses sont réputés inclus dans les propositions des entreprises.

26 RÉCEPTION DES SUPPORTS.

Les supports doivent être contrôlés par les entreprises qui ont à intervenir sur ceux-ci au fur et à mesure de l'avancement sans qu'il soit nécessaire à la maîtrise d'œuvre d'intervenir dans ce sens. Tout commencement de travaux équivaut à acceptation de support. Il ne sera admis aucune réclamation tardive compromettante pour le planning.

27 PERCEMENTS – SCELLEMENTS – REBOUCHEMENTS.

Pour le cas où les réservations n'auraient pas été faites en temps utile, ou auraient été jugées inopportunes, les percements ou scellements seraient à exécuter après coup : deux cas sont à considérer :

1/ du fait de la nature du support, il est nécessaire que ce soit l'entreprise qui a exécuté le support qui exécute ce travail. Dans ce cas, l'entreprise pour qui la réservation est faite à sa charge le règlement de ces travaux qui se fera directement entre corps d'état intéressés.

2/ La nature des supports permet à l'entreprise d'intervenir elle-même, dans ce cas :

Les raccords et scellements sont à la charge de l'entreprise qui exécute les percements.

La qualité du travail devra être conforme aux conditions techniques ou esthétiques recherchées.

28 ASSURABILITE.

L'entrepreneur devra, dans le cadre de sa réponse, justifier de l'assurabilité de la technique employée.

Technique traditionnelle : Conforme aux D.T.U.

Conforme à un avis technique (fournir le constat de traditionalité formulé par le C.S.T.B.)

Technique non courante :

Fournir :

- l'avis technique des produits utilisés,
- le constat de traditionalité formulé par le C.S.T.B.
- l'avenant d'extension de la police d'Assurance avec le montant des franchises, le Cahier des Charges du produit.
- Pour tout contrat, de base ou en avenant, l'Entreprise devra préciser les franchises aux restrictions applicables.

Par ailleurs, les entreprises devront être assurées dans les conditions prévues au C.C.A.G. et conformément à la norme NF P03-001 :

- pour leur responsabilité civile professionnelle : garantie à l'égard du maître d'ouvrage et des tiers, victimes d'accidents ou de dommages causés par l'exécution des prestations ;

Le maître d'ouvrage se réserve la possibilité de souscrire pour ce chantier une police "P.U.C. et T.R.C.".

29 INSTALLATIONS COMMUNES DE CHANTIER.

Travaux à la charge **du lot 1 Installations de chantier – GO/Maçonnerie.**

Se reporter au CCTP du Lot 1 et plan d'installation de chantier.

L'installation en eau pour le chantier et cantonnement est prévue **à la charge du lot Plomberie**

L'installation électrique de chantier est prévue **à la charge du lot Electricité.**

Les consommations en eau et électricité sont à la charge **du lot 1. Pas de compte prorata.**

Chaque entrepreneur doit les installations complémentaires et spécifiques de chantier, liées à ses travaux, et non prévues dans les installations communes.

30 APPROVISIONNEMENT.

Les entrepreneurs devront prendre toutes les dispositions nécessaires pour assurer les approvisionnements ayant fait l'objet d'une demande d'avance, contre les dégradations et les vols.

Ils devront pouvoir justifier la provenance et la qualité du matériel et des matériaux approvisionnés par production de facture ou par des certificats des fournisseurs.

Ces matériaux devront être impérativement stockés sur le chantier, avec marquage attestant qu'ils sont propriété du Maître d'Ouvrage, sous la responsabilité pleine et entière de l'entreprise.

31 VISITE PREALABLE A LA RECEPTION.

Chaque entrepreneur devra, en fin de chantier, procéder au contrôle et à la révision complète de ses ouvrages et remédier aux défauts éventuellement constatés lors de cette visite.

32 MODIFICATION DES TRAVAUX.

Le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de modifier en cours de chantier, le montant et la nature des marchés des entreprises.

De même, le Maître de l'Ouvrage se réserve le droit de supprimer tout ou une partie d'un corps d'état pour des motifs économiques.

Aucun travail supplémentaire ne sera pris en compte au niveau de la facturation sans accord préalable formel (**Ordre de Service**) du représentant du Maître d'Ouvrage.

33 PHASAGE DES TRAVAUX.

Les travaux sont prévus en 1 tranche.

34 NETTOYAGE HEBDOMADAIRE.

Le chantier sera maintenu dans un état de propreté permanent.

Chaque entreprise devra à la veille du rendez-vous de chantier nettoyer les locaux où elle intervient. En cas de défaillance, ce travail sera fait par le lot 1 aux frais du défaillant.

35 NETTOYAGE INTERMÉDIAIRE ET FINAL.

Chaque **titulaire de chacun des lots** devra le nettoyage de ses zones chantier, ainsi que l'enlèvement des gravats/déchets découlant de ses propres travaux. Chaque titulaire libèrera ses emprises chantier, propre de toute immondice découlant de ses travaux, ainsi qu'un nettoyage de ses ouvrages pour livraison.

Le titulaire **du lot 3 peinture** devra un nettoyage complet du chantier à la fin des travaux, comprenant un

36 ECLAIRAGE DE CHANTIER.

Un éclairage des circulations et d'ambiance sera installé et entretenu par le titulaire **du lot électricité** pour assurer la sécurité générale des intervenants. Cette installation sera raccordée à la coupure générale de chantier.

Les intervenants sur site devront veiller à ne pas endommager cette installation et à l'éteindre tous les soirs.

L'éclairage adapté des postes de travail reste à la charge de chaque corps d'état, suivant ses besoins, depuis les coffrets de chantier.

37 SUIVIS DES DECHETS.

Chaque entreprise devra l'évacuation de ses déchets.

Les entreprises devront fournir les bordereaux de suivis des déchets (BSD) et les transmettre à la maîtrise d'œuvre afin d'assurer la traçabilité de 100% des déchets réglementés et des déchets non réglementés sur le chantier

Ces bordereaux devront être intégralement complétés, de manière à connaître précisément les informations suivantes :

- Les coordonnées de l'émetteur du bordereau et celles de l'installation de destination.
- La dénomination du déchet, le type de conditionnement et la quantité précise (tonnes)
- Les coordonnées du négociant le cas échéant
- Les coordonnées du collecteur/Transporteur ainsi que celles de l'installation de destination
- Le type d'opération réalisée sur les déchets (valorisation, stockage...)
- Les coordonnées de l'installation ultérieure prévue

La collecte des bordereaux de suivi des déchets devra permettre de connaître précisément la quantité de déchets valorisés et la quantité de déchets non valorisés.

En cas d'entreposage provisoire ou de reconditionnement, les bordereaux de rattachement devront être remplis intégralement, de la même manière que les bordereaux. Ainsi, tous les encadrés devront être complétés afin d'assurer un suivi complet des déchets.

Tri et valorisation des déchets

Chaque entreprise à la responsabilité du ramassage, du tri et de l'acheminement vers les filières de valorisation des déchets qu'elle génère sur le chantier, y compris des déchets d'emballage.

L'objectif du tri sélectif est de favoriser la valorisation des déchets du chantier (réutilisation, recyclage, valorisation énergétique) de limiter la mise en Centre d'Enfouissement Technique aux seuls déchets résiduels non valorisables.

Les modalités de collecte et de tri des déchets seront précisées dans le document de gestion des déchets (SOGED). Elles comporteront :

- La description des aires décentralisées de collecte à proximité immédiate de chaque zone de travail (conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes...)
- La description du transport depuis ces aires décentralisées jusqu'aux aires centrales de stockage (conteneurs à roulettes, petites bennes, goulottes...)
- L'obligation de collecte du tri complémentaire et d'acheminement vers les filières de valorisation, à l'échelle locale (autant que faire se peut), est obligatoire pour les déchets suivants :
 - Bétons et gravats inertes : concassage, triage, calibrage
 - Déchets métalliques : ferrailleux
 - Bois : tri entre bois traités et non traités, recyclage des bois non traités.
 - Déchets verts : compostage
 - Plastiques : tri et, selon le plastique, broyage et recyclage en matière première et incinération.
 - Peintures et vernis : tri et incinération

La mise en Centre d'Enfouissement Technique (CET) ne sera étudiée qu'en ultime recours, lorsque les filières de valorisation n'existent pas. Cette mise en décharge sera soumise à la valorisation de la Maîtrise d'œuvre.

Seuls les déchets résiduels non valorisables seront acheminés vers le CET adapté au type de déchet.

Chaque entrepreneur est responsable du tri de ses déchets en fonction des filières d'élimination choisies et de leur acheminement jusqu'aux aires de collecte.

38 COMPTE PRORATA.

L'ensemble des bennes à gravats seront à la charge du **lot 1**.

L'entreprise devra la mise en œuvre des bennes nécessaires à l'opération, chaque titulaire des lots, collectera l'ensemble de ses déchets, les chargera dans les différentes bennes mise à disposition par le lot 01, Le lot procédera à l'évacuation des déchets en centre de tri et assumera également les frais. L'entreprise du lot 01 imputera le coût de traitement des déchets/gravât générer par les autres lots au compte prorata afin de procéder au règlement de leur déchet. Chaque entreprise devra devoir sa quote-part quand au frais d'enlèvement de traitement de ses déchets.

39 INTEMPERIES.

Sont comptées comme journées d'intempéries, les journées ou le travail est arrêté conformément aux dispositions de l'article L 73 1-2 du code du travail.

Les entreprise devront fournir un relevé météo dit « relevé chantier ».

40 NOMENCLATURE DU DOSSIER DE CONSTITUTION D'ENTREPRISE.

01/ PIECES ECRITES:

- C.C.A.P. : Cahier des Clauses Administratives Particulières
- A.E. : Acte d'engagement
- C.P.G. : Cahier des Prescriptions Générales (Commun à tous les lots)
- C.C.T.P. : Cahiers des Clauses Techniques Particulières
- C.D.P.G.F. : Cadres de Décomposition du Prix Global et Forfaitaire
- R.C. : Règlement de consultation
- Certificat de Visite

02/ PIECES GRAPHIQUES:

- PLANS : Dossier graphique

03/ ANNEXES:

- P.G.C. : Plan Général de coordination
- Diagnostic Technique Amiante et Plomb avant travaux

A
Le

LES ENTREPRENEURS